



« WAYIYAN » OU QUAND LE PEUPLE DÉFEND LES « ILLÉGITIMES » DE LA DÉMOCRATIE « MODÈLE VOYAGEUR » AU BURKINA FASO

[Étapes de traitement de l'article]

Date de soumission : 23-05-2025 / Date de retour d'instruction : 05-06-2025 / Date de publication : 15-07-2025

Taladi Narcisse YONLI

Université Joseph KI-EERBO (Burkina Faso)

✉ narcisseyonli@gmail.com

&

Issa OUATTARA

Centre universitaire de Manga (Burkina Faso)

✉ issa_o.ouattara@yahoo.fr

RÉSUMÉ : Depuis le discours de la Baule, la démocratie s'est imposée comme un modèle politique dominant en Afrique, notamment au Burkina Faso. Toutefois, l'évolution politique du pays a montré une dynamique paradoxale entre attachement à l'ordre démocratique et soutien à des régimes issus de coups d'État. En 2014, une insurrection populaire a chassé Blaise Compaoré pour défendre la démocratie. Cependant, après une transition marquée par un coup d'État avorté en 2015, Rock Marc Christian Kaboré est élu président. Son second mandat est interrompu par un coup d'État du MPSR en raison de la crise sécuritaire. Curieusement, ce renversement a été largement accepté par la population, tout comme le « coup d'État rectificatif » du MPSR II qui a suivi. Le peuple manifesta même majoritairement son adhésion à travers le concept endogène de « Wayiyan », un appel à soutenir le régime militaire face aux forces extérieures considérées comme impérialistes.

Ce paradoxe soulève une interrogation centrale : pourquoi une population qui défendait autrefois l'ordre constitutionnel soutient-elle aujourd'hui un régime militaire perçu comme antidémocratique ? L'étude, basée sur des entretiens qualitatifs à Ouagadougou, révèle un rejet de la démocratie occidentale, perçue comme un « modèle voyageur » (Sardan, 2022) déconnecté des réalités locales. Cette situation traduit la montée d'un nationalisme prônant une souveraineté totale et la recherche d'un modèle politique endogène. En définitive, le peuple burkinabè semble préférer un « désordre souverain » à un « ordre esclavagiste », voyant en les autorités militaires un espoir de rupture avec un système perçu comme imposé et inefficace.

Mots clés : démocratie ; Wayiyan ; modèle voyageur ; endogène ; Burkina Faso

"WAYIYAN" OR WHEN THE PEOPLE DEFEND THE "ILLEGITIMATE" OF THE "TRAVELLER MODEL" DEMOCRACY IN BURKINA FASO

Abstract: Since the speech of the Baule, democracy has become a dominant political model in Africa, particularly in Burkina Faso. However, the country's political evolution has shown a paradoxical dynamic between attachment to the democratic order and support for regimes resulting from putsch. In 2014, a popular insurrection ousted Blaise Compaoré to defend democracy. However, after a transition marked by an abortive putsch in 2015, Rock Marc Christian Kaboré was elected president. His second term was interrupted by a putsch of the MPSR due to the security crisis. Curiously, this overthrow was widely accepted by the population, as was the "corrective putsch" of the MPSR II that followed. The majority of the people even show their support through the endogenous concept of "Wayiyan", a call to support the military regime in the face of external forces considered imperialist.

This paradox raises a central question: why does a population that once defended the constitutional order now support a military regime perceived as undemocratic? The study, based on qualitative interviews in Ouagadougou, reveals a rejection of Western democracy, perceived as a "travel model"

(Sardan, 2022) disconnected from local realities. This situation reflects the rise of a nationalism advocating total sovereignty and the search for an endogenous political model. In short, the Burkinabe people seem to prefer a "sovereign disorder" to a "slave order", seeing in the military authorities a hope of breaking with a system perceived as imposed and inefficient.

Keywords: democracy; Wayiyan; traveler model; endogenous; Burkina Faso

INTRODUCTION

Le Burkina Faso a connu une vie politique tumultueuse marquée en grande partie par des régimes d'exception ou de transition à la suite de coups d'Etat. Tout au long de cette vie politique mouvante, le peuple n'est pas resté en marge. En effet, du 3 janvier 1966 marquant le soulèvement populaire, aux mouvements de soutien au régime du MPSR II en passant par l'insurrection populaire de 2014 contre la modification de l'article 37 par le Président Blaise Compaoré et la mobilisation contre le coup d'état perpétré par le Général Gilbert Diendéré en 2016, le peuple a été actif (Kibora, 2024).

L'année 1991 marqua un tournant dans la vie de la nation car le Burkina Faso, dans la dynamique de démocratisation de la conférence de la Baule, va s'inscrire dans la voix démocratique à travers la mise en œuvre de la constitution du 02 juin 1991. Cette démocratie calquée sur le modèle dit occidental va être sans cesse mis à l'épreuve des réalités endogènes. D'abord, la longévité du Président Blaise Compaoré au pouvoir qui a fini par lasser une grande partie du peuple percevant une gestion clanique du pays. Dans cette perspective, la dernière ligne à ne pas franchir a été la modification constitutionnelle en son article 37. Cette situation entrainera la chute du régime Compaoré.

Ensuite, il y a eu la crise sécuritaire consécutive à l'émergence du terrorisme après l'élection et la réélection d'un civil au pouvoir à la suite d'une transition militaire puis civile. La lutte contre cette crise sécuritaire va progressivement exacerber un sentiment nationaliste se traduisant notamment, par la recherche de solutions endogènes contre le terrorisme. Tout ceci, dans un contexte de crise de confiance avec l'ex puissance coloniale (la France) et la CEDEAO. Cette dernière est vue comme étant parfois instrumentalisée par la première ou à sa solde. En outre, elle est perçue comme une institution acquise au « syndicat » des chefs d'Etat, car prompt à défendre leurs intérêts lorsqu'ils sont menacés par un coup d'Etat. A contrario, elle semble silencieux quand ceux-ci sont accusés par le peuple de « mal gouvernance, de corruption et de tripatouillage des constitutions » (Kibora, 2024, p.160).

La rupture de confiance avec la France, amorcée au Mali puis au Burkina Faso, va s'élargir au Niger. Ces trois pays voisins, partageant du reste, le même contexte sécuritaire lié à la montée du terrorisme, vont s'associer à travers la création de l'Alliance des Etats du Sahel (AES), pour mutualiser leur force dans la lutte contre cet ennemi commun qu'est le terrorisme. A l'issue de cette fédération, ils vont décider de sortir de la CEDEAO.

La posture des trois pays se recoupe. La France est perçue comme une puissance néocolonialiste et impérialiste (Verzeroli, 2024) amenant dans son élan, la CEDEAO.



Celle-ci, avec les différentes sanctions à l'encontre des trois pays à régime de transition, contribuent à conforter ces derniers dans leur décision. Leur posture semble largement partagée par une bonne partie de leur peuple respectif qui s'organise plus ou moins spontanément pour les soutenir. Pour le cas du Burkina Faso qui intéresse particulièrement cette étude, en dépit de quelques oppositions venant notamment des partis politiques, de la société civile et dans une certaine mesure, du citoyen lambda, une mobilisation citoyenne s'organise pour soutenir la transition présidée par le capitaine Ibrahim Traoré⁸⁷.

Cette mobilisation autour d'un régime venu au pouvoir par un coup d'état, paraît paradoxale au regard de l'importance des institutions démocratiques pour le développement d'un pays (Lary et al., 2021). Cependant, il faut noter que ces institutions à l'image du modèle démocratique, sont héritées et perçues comme non adaptées aux réalités endogènes des pays africains (Cheeseman, 2018). Par ailleurs, elles sont souvent perçues comme non inclusives (Rield, 2014), toute chose qui contribue à exacerber les dissensions. De plus, les élections régulières et transparentes qui doivent renforcer les institutions démocratiques tout en donnant de la légitimité aux dirigeants, apparaissent comme non suffisantes pour une assise démocratique, car parfois utilisées par les régimes autoritaires pour légitimer leur pouvoir (Cooper, 2002 ; Lindberg, 2006 ; Shola 2010). C'est dans cette perspective qu'insiste Sardan (2011) sur l'importance de la culture politique et de la volonté des élites politiques à respecter les institutions démocratiques.

Au Burkina Faso, les élections même si elles n'y ont pas engendré une dégradation du climat social au point de provoquer comme on a pu le voir dans certains pays (Guinée Conakry ; Côte d'Ivoire ; Congo RDC, etc.) de grandes manifestations, elles ont parfois laissé le sentiment de doute quant au niveau de suffrage exprimé au gagnant. Toutefois, elles n'ont jamais été fortement contestées. Une sorte de résignation semble justifier une telle attitude. Cependant, le même peuple comme nous l'avons précédemment relevé s'est montré ferme en désapprouvant certains régimes dont le coup d'état de 2016. Pourtant, même si le contexte social est différent, il semble adouber dans sa majorité le coup d'état du MPSR II. Toute chose qui nous amène à nous interroger dans le présent article sur les fondements sociaux de ce soutien à un régime qualifié de putschiste, et donc, de non démocratique par la communauté internationale ? Ce soutien traduit-il l'expression d'un besoin de rupture avec le modèle classique de démocratie et celui de la construction d'un modèle endogène basé sur une stratégie de choix du dirigeant en fonction de certaines valeurs qu'il incarne ou l'espoir qu'il suscite ? Tels sont les questions sur lesquelles nous portons notre réflexion dans cette recherche. L'article est structuré en trois points essentiels. Le premier présente la méthodologie utilisée, le second porte sur les résultats obtenus et le dernier point discute les principaux résultats de la recherche.

1-MÉTHODOLOGIE

⁸⁷ La charte de la transition du 14 octobre 2022, révisé le 25 mai 2024 lors des assises nationales, accorde le statut de Président du Faso au capitaine Ibrahim Traoré, initialement Président de la transition.

Cette étude est basée sur une méthode qualitative. Pour ce faire l'échantillonnage à choix raisonné a été utilisé pour sélectionner les enquêtés composés des acteurs de la "veille citoyenne" regroupés en association ou non.

Cette technique d'échantillonnage non représentatif de l'ensemble de la population consiste « [...] à choisir des individus que l'on déclare « représentatif » d'un groupe ». (Berthier 2010, p. 171). Ainsi, les individus choisis pour l'enquête ont été des personnes capables de nous donner des informations diversifiées et riches. Pour la production des données, nous avons utilisé le guide d'entretien et la grille d'observation. Nous avons interrogé les acteurs des mouvements de veille citoyenne qui ont investi les ronds-points des principales artères de la ville de Ouagadougou, comme lieu de rassemblement. Ceux-ci sont composés de responsables des rondpoints, de militants des mouvements de veille citoyenne et de membres de la coordination nationale de ces mouvements de veille citoyenne.

L'enquête a été réalisée sur place au niveau des ronds-points respectifs et pendant leur période d'activité se situant entre 19h et 6h du matin. Ainsi, 32 entretiens ont été réalisés par trois étudiants en Licence 3 de sociologie que nous avons sollicité à cet effet. Par ailleurs, 10 entretiens individuels ont été dirigés par nous-mêmes auprès des coordonnateurs ou responsables des mouvements de veille citoyenne que nous avons choisis comme des personnes ressources. Les entretiens ont été soumis au principe de la triangulation et de la saturation. Comme disait, Dépelteau (2000, p. 234) : « Il n'existe pas de formule magique ou mathématique permettant de déterminer la taille idéale d'un échantillon qualitatif et qu'il n'y a de saturation [...] que lorsque la recherche empirique ne révèle plus rien de nouveau ». Tous les entretiens ont été retranscrits manuellement pour une analyse de contenu conformément aux objectifs de la recherche.

Le modèle théorique utilisé pour l'analyse des résultats est la théorie des mouvements sociaux. Cette théorie a permis d'appréhender le contexte d'émergence des mouvements de veille citoyenne et leur influence sur la situation sociopolitique du Burkina Faso. Neveu (2019) décrit les mouvements sociaux à travers trois principales dimensions à savoir : la cause à défendre à laquelle on y croit ; la concertation et le projet volontaire d'action.

2- RÉSULTATS

A l'issue des investigations de terrain, les résultats se déclinent en trois grands axes comme suit :

2.1. De l'illégalité à la légitimité sociale

Le coup d'état du Mouvement Patriotique pour la Sauvegarde et la Restauration perçu par la communauté internationale comme illégal de par le mode d'accession au pouvoir, est-il en passe d'avoir une légitimation sociale ? Les résultats de cette recherche y fournissent des éléments de réponse.

La révolution, entendue ici par coup d'État contre la mal gouvernance, est perçue et légitimée par une certaine catégorie de la population à l'instar des



« wayiyan », comme une option contre les régimes politiques impopulaires. En effet tout comme la révolution sankariste et les réformes sociales dont a bénéficié la population sous celle-ci, le coup d'état du MPSR II est perçu comme un système salvateur pour les mouvements de veille citoyenne. Ainsi ces mouvements constitués en majorité de jeunes de moins de 35 ans, affirment avoir « contraint par la mobilisation, le capitaine Ibrahim Traoré à accepter de rester au pouvoir après le coup d'état contre le MPSR I dirigé par le lieutenant-colonel Damiba Paul Henri Sandaogo », parce qu'il incarne l'espoir de souveraineté du Burkina Faso.

Il se dégage une rupture de confiance avec la démocratie classique. Toutefois, cette rupture est fondée sur un argumentaire qui ne relève pas fondamentalement d'une remise en cause des valeurs de la démocratie libérale. Elle laisse plutôt voir un problème d'instrumentalisation de la démocratie par les acteurs qui sont censés assurer sa pérennité. Il apparaît une sorte de prise en otage de celle-ci par certains acteurs politiques, à des fins inavouées. C'est pourquoi, nos enquêtés en considérant les régimes précédents comme corrompus et inefficaces, estiment que la révolution tend à avoir sa place dans le quotidien des burkinabés. Dans cette logique, ils estiment trouver plus leur compte dans le régime de transition du capitaine Ibrahim Traoré qu'avec certains régimes dits démocratiques. Ces derniers sont décrits comme caractérisés par un discours démagogique visant à « berner » le peuple et à camoufler les manigances de l'impérialisme. Le capitaine Ibrahim Traoré est perçu comme l'homme qui a un discours empreint de franchise envers le peuple, et qui dépeint la réalité telle qu'elle se présente. Dans cette perspective, depuis l'arrivée du régime de transition du MPSR II, les mouvements de veille citoyenne s'assurent de son bon déroulement et de sa réussite en le « protégeant à travers des actions diverses. Au nombre desquelles, il faut noter celles de surveillance à travers un système de renseignement propre à eux et qui leur permettrait d'être en constante alerte et près à la mobilisation pour contrer tout éventuel blocage du cours de la transition. Il y a également des actions de mobilisation pour faire pression. C'est cette forme de mobilisation qui a été observée lors des assises nationales du 25 mai pour décider de l'avenir de la transition. Ces assises ont d'ailleurs décidé de la prorogation de la transition de cinq ans à l'issue desquels le Président de la transition devenu Président du Burkina Faso peut se présenter aux élections ainsi que les membres du gouvernement et le Président de l'Assemblée Nationale de la Transition. Toujours dans la dynamique des actions des « wayiyan », il faut noter la communication pro MPSR II à travers la « propagande » sur les réseaux sociaux, des activités du régime et l'opposition à la communication dénigrante des détracteurs de ce dernier. Ces détracteurs sont perçus comme étant à la solde de l'impérialisme dont le dessein serait de faire tomber le régime.

Pour E4 (conseiller du maire, 33ans) l'une des raisons de ce soutien au capitaine Ibrahim Traoré est que le Président de la transition « fait du bon boulot ». Il a fait en un temps record ce que des gens n'ont pas fait en 27 ans ». En effet, il ressort que le régime a entre autres tenu tête à l'ex puissance colonisatrice qu'est la France, en lui imposant sa volonté, notamment en ce qui concerne le départ de son armée ; il a su en outre, d'une manière ou d'une autre, amener la population burkinabé à accepter de consentir des sacrifices en contribuant financièrement à la lutte contre le terrorisme en

dépité de la situation socioéconomique peu reluisante. Dans la même dynamique, il faut inscrire la volonté d'autonomisation économique du pays à travers l'entrepreneuriat communautaire et le financement endogène des initiatives de développement. Dans cette logique, une autorité traditionnelle déclare :

« Nous le défendons parce qu'il sait ce que le peuple veut, nous le défendons parce que ses actes sont à saluer, nous le défendons parce qu'il connaît nos réalités, nos désirs, nos espérances. Nous sommes Ibrahim aujourd'hui, demain et jusqu'à la fin. Nous n'avons défendu les autres parce que y'avait rien à défendre, tous des personnes qui fonctionnaient que par leurs intérêts personnels. »

Par ailleurs, les acteurs de la veille citoyenne remettent en cause le système de gouvernance démocratique. En effet, ils expliquent que c'est un système qui a été imposé aux pays et qui ne serait pas adapté au contexte africain. Pour ces acteurs, ce système de gouvernance importé n'est pas propice et favorable au développement, car il comporte des failles que les gouvernants exploitent pour leurs intérêts individuels au détriment de l'intérêt supérieur de la nation. Dans cette optique, un membre de groupe de veille citoyenne affirme : *« la forme de démocratie actuelle, il faut sortir de là, ils [les politiques] nous achètent la conscience lors des élections, ils se servent pour piller nos ressources. Nous sommes toujours esclaves »*. Comme pour mettre fin à cela, un autre affirme en ces termes : *« nous voulons la révolution. C'est le régime de IB que nous voulons. Nous voulons qu'il dure au pouvoir »*. S.O, justifiant leur soutien au régime de la transition, renchérit : *« nous sommes là parce que notre peuple a besoin de nous et nous sommes là pour la transition parce que le peuple croit en la transition. Les actions du président sont visibles et palpables, ce n'est pas du "je ferai", non c'est du "j'ai fait". Voilà pourquoi nous sommes là, nous le soutenons jour et nuit. Et cette transition, si elle continue sur cette lancée, il faudrait passer sur nos corps pour qu'un quelconque autre coup d'état ou un renversement puisse avoir lieu et même sur nos corps nous savons que ce coup ne tiendra même pas deux jours. Actuellement, la population est plus consciente et sait ce qu'elle veut »*.

Par ailleurs, pour les acteurs de la veille citoyenne les coups d'états trouvent leur justification à travers plusieurs facteurs interconnectés. Ils évoquent dans un premier temps l'existence « d'une démocratie plutôt familiale ». Cette forme de démocratie se traduirait par le fait que les détenteurs du pouvoir ont tendance à le transformer en « démocratie monarchique » où ils ont le monopole du pouvoir et le distribuent à qui ils veulent ; entraînant des divisions au sein de la population. A cela, il faut ajouter la manipulation électorale et diverses ruses mises en œuvre par les chefs d'État démocratiquement élus, pour se maintenir au pouvoir (Danielle, 2011). Tout ceci fini par engendrer une certaine crise de confiance entre le modèle démocratique en vigueur et les populations gouvernées avec en toile de fond, des clivages ethniques, tribaux, voire politiques (Bilé, 2011).

En somme, dans ce premier axe, il ressort que nos enquêtés estiment que le coup d'état du capitaine Ibrahim Traoré, qu'ils préfèrent désigner par révolution, est légitime car ce dernier incarne les valeurs cardinales de la société Burkinabé, comme l'honnêteté le savoir-faire, le patriotisme, la connaissance des réalités du pays ainsi que des attentes du peuple burkinabé et la défense des intérêts du pays.



2.2 De l'alternative démocratique au modèle idéal de gouvernance selon les « wayiyan »

Pour les membres des organisations de veille citoyenne, la démocratie dans sa forme actuelle et ses manifestations, n'est pas un système de gouvernance adéquat pour le Burkina Faso. Ils expliquent cela par le fait que ce "modèle voyageur" ne tient pas compte du contexte culturel du Burkina Faso, qu'elle occasionne la naissance des maux dont les burkinabè ignoraient jadis, l'existence. Il s'agit par exemple de la démagogie, du clientélisme électoral, de la gabegie, etc. En plus, la démocratie telle qu'elle est conçue en Afrique, ne permettrait pas selon eux, de parvenir à une souveraineté, dans la mesure où les Etats africains restent plus sous la tutelle des pays du nord. C'est dans cette optique que A.S (49 ans, chef religieux) estime qu'on ne peut pas parler de démocratie dans un pays qui « n'est pas réellement libre » car « presque tout est imposé de manière insidieuse par l'extérieur ». C'est également l'avis d'un responsable de la veille citoyenne du quartier Nagrin à Ouagadougou qui renchérit : « nous avons notre indépendance, oui, mais sous les directives de quelqu'un, par conséquent, nous ne pouvons pas faire ce que nous voulons réellement. Il y'a des choses qui ont été faites ici, pas parce que nous voulons, mais parce que des personnes externes le désirent, cela n'est pas de l'indépendance ». En effet, la période coloniale a laissé un héritage de la politique clientéliste, le divisé pour mieux régner, parfois entretenue par les ténors de l'ex-puissance coloniale (Biléou, 2011) et engendrant des pratiques politiques néo coloniales et hégémoniques.

Si pour certains, c'est la démocratie qui pose problème pour d'autres, le problème se situe au niveau des acteurs, notamment certaines élites dirigeantes. C'est dans ce sens que le secrétaire général de la coordination des mouvements de veille citoyenne affirme : « le problème, ce n'est pas la démocratie, mais ce sont les hommes qui sont chargés d'animer cette démocratie qui posent parfois problème. Parce que vous n'êtes pas sans savoir qu'en Afrique le plus souvent, en matière de gestion de ressources publiques de façon générale, certains ont tendance à abuser de leur statut pour accaparer le bien public. En outre, le même type de comportement s'observe souvent au niveau des élections législatives et présidentielles ». Pour ce faire, les acteurs de la veille citoyenne justifient les coups d'état par plusieurs facteurs à savoir la gestion clanique du pouvoir qu'ils désignent sous le vocable de « démocratie plutôt familiale ». Elle se manifesterait par les détenteurs du pouvoir sous « forme monarchique où ils ont le monopole du pouvoir et le distribuent à qui ils veulent, entraînant des divisions au sein de la population ». Dans cette perspective, la fondatrice de l'association Afrique en symbiose déclare : « la politique nous a fait tant de mal qu'on ne peut pas en parler, elle a semé tant de division que ça soit au sein de nos communautés, au sein de nos rois, nos chefs coutumiers et de la jeunesse. La politique est taillée en réseau et si tu n'es pas dans ce réseau tu ne peux rien ». Dans la même logique, un acteur de la veille citoyenne ajoute, « avez-vous déjà vu des disputes dans une famille en paix ? Il y'a des coups d'État parce que rien ne va. Il y'a des coups d'État parce que certains pensent que c'est un pouvoir familial, parce que la redevabilité n'est pas visible et parce que d'autres en n'ont marre ».

Par ailleurs, pour les acteurs de la veille citoyenne, le non-respect de certaines valeurs telles que l'honnêteté, la dignité, la franchise, et surtout la défense de l'intérêt

du peuple, peuvent facilement provoquer des révoltes au sein de la population. C'est dans ce sens que le chef religieux M S s'exprime en ces termes : « je reproche aux présidents de n'avoir pas réellement lutter pour abandonner une relation qui ne nous favorise pas ; des relations bilatérales qui ne profitent pas au peuple, tout comme je reproche aussi aux populations de n'avoir pas assez lutté pour une transparence dans la gestion des relations bilatérales ou multilatérales ».

Les membres de la veille citoyenne aspirent à un modèle de gouvernance qui pourrait être décrit par des caractéristiques qui mettraient la culture burkinabé et ses valeurs en exergues, tout en permettant le développement du pays. Parmi ces caractéristiques nous avons selon les acteurs de la coordination, « le retour aux sources qui nécessite de repenser les valeurs africaines. Dans le même sens D.A, juriste s'exprime en ces mots : « l'Afrique n'a qu'à repenser ses valeurs, porter des gens qui sont dignes, des gens qui sont sages, qui sont responsables, des gens qui sont conscients des réalités de leurs sociétés. Ainsi, pour un réel développement, d'autres prônent la démocratie mais à la manière africaine. Car pour eux il est nécessaire de toujours adapter un système aux réalités endogènes, car les valeurs diffèrent d'un pays à un autre. Si pour les uns c'est la gouvernance traditionnelle qu'il faut mettre en œuvre, pour d'autres, c'est la démocratie à l'africaine qui est préconisée. C'est-à-dire, une sorte d'hybridation qui fait la synthèse des valeurs démocratiques occidentales compatibles avec les valeurs intrinsèques du pays africain dans lequel cette démocratie s'applique. De ce fait, d'après les acteurs de veille citoyenne, c'est aussi pour défendre leur vision du modèle de gouvernance qu'ils sont dans les rues depuis le début de la transition dirigée par le capitaine Ibrahim Traoré. Débuté à Ouagadougou, ce mouvement de veille citoyenne se repend progressivement dans tout le pays avec comme logique d'occupation de l'espace, les ronds-points décorés des drapeaux des pays alliés. Ses acteurs réclament un modèle démocratique qui intègre des caractéristiques comme la redevabilité des gouvernants, la transparence dans la gestion des ressources publiques ; une inclusion politique qui implique la jeunesse et les couches jadis marginalisées, un mode de gouvernance plus direct basé sur les consultations populaires.

En somme, les wayiyan ne sont pas pour l'anarchie, le « désordre ». A cet effet, si la démocratie « modèle voyageur » est perçue comme inadaptée et inefficace face aux réalités africaines et Burkinabè de façon spécifique, du fait des failles qu'elle offre à certains acteurs, qui, dans une logique de "rationalité égocentrique", font passer leurs intérêts personnels au détriment de l'intérêt supérieur du peuple. Pour ce faire, d'après les acteurs de la veille citoyenne au Burkina Faso, l'alternative reste un modèle de gestion de gouvernance endogène fortement ancré aux valeurs et aux réalités locales, une sorte de démocratie tropicalisée. Il apparaît à travers ces mouvements de veille citoyenne, une réaction contre la déconnexion culturelle et politique entre les réalités sociales locales et les structures étatiques modernes et leur mode de gouvernance. Le but, est de rétablir cette connexion à travers une démocratie directe incluant fortement les mécanismes traditionnels dans la gouvernance, en un mot, une sorte de relecture du contrat social entre les gouvernants et les gouvernés.

3-DISCUSSION



Fondamentalement, le soutien “indéfectible” des acteurs de la veille citoyenne, appelés aussi les sentinelles de la transition ou les wayiyan, est consubstantielle du niveau d’espoir placé au président de la transition. Cet espoir, comme l’ont relevé nos enquêtés, est lié à la perception qu’ils ont du Président, vu comme incarnant certaines valeurs cardinales (intégrité, franchise, soucieux des intérêts supérieurs de la nation, etc.) recherchées par le peuple chez ses gouvernants. Comme on peut le remarquer, même si c’est le modèle démocratique occidental qui est décrié, il n’en demeure pas moins que celui-ci apparaît comme inadapté parfois plus du fait des acteurs politiques ou des dirigeants notamment, que du fait de la limite intrinsèque du système (Cooper, 2002 ; Lindberg, 2006 ; Shola, 2010). En effet, le problème dégagé est plus lié à la manière dont la démocratie « modèle voyageur » est perçue. En effet, elle est vue comme un modèle qui, apparu en occident, a été imposé notamment aux pays africains. Le même constat fait par Kibora (2024) dans son article, illustre la difficile adaptation d’une “démocratie universelle” dans la mesure où le relativisme culturelle recommanderait une sorte de tropicalisation de cette démocratie, comme c’est d’ailleurs le souhait des “wayiyan”.

En outre l’usage qui en est fait de cette forme de démocratie est également source de crise de confiance. D’aucun estime que la démocratie, contrairement à ce qui est véhiculé, existait en Afrique. Des instances de légifération existaient avec une représentation des couches sociales (l’arbre à palabre) et des instances électives. En somme, le peuple était associé à la gestion du royaume à l’époque (Biléou, 2011). Dans cette suite d’idée, les pratiques de clientélisme politique, de démagogie, et de tripatouillage électoral constaté, seraient les résurgences des stratégies coloniales fondées sur le « diviser pour mieux régner ». Ceci, pour souligner que le modèle précolonial de la démocratie qui existait en Afrique était empreint d’une certaine endogénéité dont les populations s’identifiaient. A l’opposé, « le modèle voyageur » semble dévoyé de son essence par le fait de l’instrumentalisation qui y est parfois faite, ce, sans un esprit de conscience collective. De ce fait, l’émergence des “wayiyan” au Burkina Faso, questionne les limites de la démocratie électoraliste qui n’a pas pu trouver des solutions aux crises sécuritaires au sahel. Aussi, le phénomène de “wayiyan” remet en cause un mode de gouvernance et de diplomatie perçu comme éloigné des préoccupations du “ bas peuple” et dégage la nécessité d’un système de gouvernance plus direct et des stratégies de contrôle citoyen des affaires publiques. C’est la manifestation d’une forme d’identité collective où les populations s’organisent en dehors des structures formelles de l’état, pour faire entendre leurs désirs et leurs volontés. On y voit également une remise en cause du néo-libéralisme vu non seulement comme source de grandes inégalités entre les couches sociales, mais aussi comme exacerbant l’aliénation du pays aux puissances extérieures ; d’où un appel à la souveraineté politique et économique réelles du pays.

De plus, les résultats de la présente recherche permettent de comprendre que le soutien et le sacrifice que les gouvernés sont prêts à consentir pour l’accompagnement des gouvernants, sont lié au degré de confiance et d’espoir qu’ils placent en ces derniers. Cela est de même pour les institutions nationales, régionales sous régionales et internationales. Lorsqu’il y a crise de confiance, il paraît difficile pour le peuple d’accorder du crédit aux actions menées par ces acteurs ou ces institutions. Du reste,

c'est ce qui semble arriver à l'ancienne puissance coloniale qu'est la France dont toutes les actions sont scrutées avec une certaine méfiance par certaines composantes du peuple burkinabè. Dans la même optique, la confiance est rompue avec la CEDEAO, l'institution sous régionale qui, à travers certaines de ses décisions ou actions, est perçue comme étant à la solde de la France au lieu de se soucier de ceux des peuples des pays membres (Verzeroli, 2024). Par ailleurs cette crise de confiance est consécutive aux interventions de la CEDEAO dans les différentes crises sous-régionales qui sont perçues comme étant émaillées du « deux poids, deux mesures », c'est-à-dire, tantôt flexible, tantôt intransigeante à l'extrême (Kibora, 2024). Tout ceci est exacerbé par le contexte terroriste où le peuple burkinabé, affligé par ce phénomène, tout comme ceux du Mali et du Niger, ont le sentiment, non seulement d'un manque de solidarité de la part de la CEDEAO qui s'est illustrée par certaines de ses sanctions, mais aussi que celle-ci est plus préoccupée par l'organisation des élections. Même si on peut trouver à dire quant aux résultats enregistrés dans la lutte contre le terrorisme, une grande partie du peuple burkinabé à l'image des "wayiyan" est convaincue de la « bonne foi » du capitaine Ibrahim Traoré à travers ses actions dans divers domaines et la vision dont il fait montre. Cela se constate notamment à travers le soutien financier des burkinabé de l'intérieur et de la diaspora, sans oublier les manifestations en faveur de la transition (même si certains voient de la manipulation derrière ses mouvements). Ainsi, une bonne partie des acteurs estiment que les périodes de transition sont des opportunités de poser les bases d'une meilleure démocratisation et d'une gouvernance vertueuse (Codjo, 2016).



CONCLUSION

L'histoire politique du Burkina Faso a été émaillée de plusieurs régimes d'exception, issus pour la plupart, de coup d'état. Le régime actuel ne déroge pas à cette règle. Toutefois, il est particulier de par, non seulement, le contexte dans lequel il est arrivé, contexte marqué surtout par la crise sécuritaire liée au terrorisme, mais aussi de la configuration du soutien social qui se manifeste à son profit. Cette recherche s'est intéressée aux fondements sociaux de ce soutien, notamment à travers des organisations de veille citoyenne communément appelées les « wayiyan » ou les sentinelles de la transition. Il ressort qu'au-delà du mobile sécuritaire, cette forme d'engagement qui n'est certes pas différente au fond, des autres formes constatées, ayant conduit à « l'insurrection populaire » de 2014, dégage des clés d'analyse assez intéressantes, aussi bien du modèle de gouvernance que des acteurs qui animent cette gouvernance.

Les wayiyan défendent un modèle de gouvernance politique fortement rattaché aux valeurs et aux réalités endogènes. De ce fait, ils rejettent le modèle démocratique en vigueur qu'ils perçoivent comme imposé de l'extérieur pour contrôler et maintenir les Etats dans la domination. Le capitaine Ibrahim Traoré est dans cette ordre d'idée représenté par cette frange de la population comme incarnant par son intégrité, son dévouement pour la cause nationale, voire africaine, cette dynamique de changement et de transformation profonds de l'ordre établie et perpétué en partie, par les gouvernants précédents. C'est là d'après eux, tout l'enjeu, car l'échec de la transition présidée par le capitaine Traoré signifierait échec de tous les sacrifices consentis par le peuple burkinabé, un recule politique et un renforcement des « chaînes de la domination occidentale ». Cette conviction les pousse à s'ériger en "ange gardien" du capitaine Ibrahim Traoré et à travers lui, tout le gouvernement de la transition. Ils s'octroient à travers leur engagement dans la défense du gouvernement de transition, des prérogatives, non seulement qui les exposent, mais aussi qui questionnent l'organisation et le rôle des institutions de l'Etat, investis de ces prérogatives. Cette recherche, au-delà de l'aspiration des organisations de la veille citoyenne à un système de gestion de l'Etat soucieux de l'intérêt supérieur de la nation qu'elle permet de relever, dégage ce besoin plus ou moins assumé par les ex-colonies françaises surtout, de rompre le lien ombilical de domination des ex-colonies et éventuellement, une redéfinition de nouveaux liens de partenariats basés sur le respect mutuel d'une souveraineté véritable.

Références Bibliographiques

Berthier Nicoles, 2023, *Les techniques d'enquête en sciences sociales - 4e éd. : Méthodes et exercices corrigés*, Armand Colin, Paris.

Biléou Sakpane-Gbati, 2011, « La démocratie à l'africaine », *Éthique publique* [En ligne], vol. 13, n° 2, mis en ligne le 30 octobre 2012, consulté le 04 octobre 2024. URL : <http://journals.openedition.org/ethiquepublique/679>;

Cheeseman Nic , 2018, *Institutions and Democracy in Africa*, Cambridge University Press.

Codjo Juste, 2016, *Consencratie un modèle de démocratie consensuelle adapté aux réalités du Bénin*, IFA strategy, New jersey.

Cooper Frederick, 2002, *Africa since 1940: The Past of the Present*, Cambridge University Press.

Danielle Béatrice Ongono Bikoe, 2011, Changement des mentalités et changements institutionnels : des impératifs pour crédibiliser la démocratie en Afrique, *Éthique publique* [Online], vol. 13, n° 2 | 2011, Online since 23 October 2012, connection on 04 October 2024. URL: <http://journals.openedition.org/ethiquepublique/774>; DOI: <https://doi.org/10.4000/ethiquepublique.774>

[ethiquepublique.774](http://journals.openedition.org/ethiquepublique/774)

Dépelteau François, 2000, *La démarche d'une recherche en sciences humaines : de la question de départ à la communication des résultats*, Presses Université Laval.

Kibora Ludovic O., 2024, La CEDEAO dans la crise malienne de 2020, in Hagberg ; Coulibaly Baba ; Koné Yaouaga Félix ; Traoré N'gna, (dirs), 2024, *Résistance, alternance, souveraineté, une recherche engagée sur la crise et la transition au Mali*, Uppsala Universitet, Sweden.

Lindberg Staffan.I., 2006, *Democracy and Elections in Africa*. Baltimore, MD: Johns Hopkins University Press.

Neveu Erik, 2019, *Sociologie des mouvements sociaux*, La découverte, Paris.

Ridde Valéry. et Olivier de Sardan Jean-Pierre, 2012, *Étudier les politiques publiques et les politiques de santé en Afrique de l'Ouest*, *Afrique contemporaine*, vol 3 n° 243, pp.98-99. <https://doi.org/10.3917/afco.243.0098>

Shola Omotola Jeremiah, 2010, *the challenges of developpement in Africa*, world affairs, vol 14, n°2, pp.22-46.

Verzeroli Marc ; Roussi Caroline ; Lucq Romane, 2024, *Nous sommes arrivés au bout d'un cycle historique » : refonder les relations entre l'Afrique et la France*. *Revue internationale et stratégique*, n°133, vol 1, pp. 57-67, <https://doi.org/10.3917/ris.133.0057>.